

DÉPARTEMENT TRAVAUX, PRESTATIONS
TECHNIQUES, ENERGIE

Jean-Pierre BABONNEAU
Directeur des Achats GHT

Pascal VITTECOQ
Responsable du département
Travaux, Prestations
techniques, Energie du GHT

**Cellule des Marchés
Publics**
02.32.73.35.19
cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par :
Nicolas BERTHO
Responsable Département
Maintenance Energie GHT

MARCHÉ PUBLIC GLOBAL DE PERFORMANCE

Selon l'article L. 2171-3 du code de la commande publique.

**EXPLOITATION DES INSTALLATIONS
THERMIQUES DES ÉTABLISSEMENTS DU
GHT DE L'ESTUAIRE DE LA SEINE**

Numéro de la consultation : 21DTP011

PROCÉDURE AVEC NÉGOCIATION

Selon l'article R. 2124-3 4° du code de la commande publique.

**Assistant au Maître d'Ouvrage :
SAGE SERVICES ENERGIE
Rue des Fermes Cadot – 27600 – SAINT AUBIN SUR GAILLON**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES CANDIDATURES

Lundi 10 mai à 12h dernier délai

DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES

Jeudi 1^{er} juillet 2021 à 12h dernier délai

SOMMAIRE GÉNÉRAL

Article 1	GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE	3
Article 2	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
Article 3	OBJET ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	4
Article 4	DURÉE DU MARCHÉ	6
Article 5	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	6
Article 6	PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	7
Article 7	DEROULEMENT DE LA PROCEDURE	10
Article 8	CONDITION DE LA NÉGOCIATION	11
Article 9	CONDITION D’ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	11
Article 10	ANALYSES DES CANDIDATURES.....	13
Article 11	JUGEMENT DES OFFRES.....	15
Article 12	MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	18
Article 13	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	19
Article 14	LITIGES	19

Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD de Beuzeville.

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

Dénomination : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	Direction : Direction des Achats du GHT
Adresse Siège social : BP 24	CP : 76 083
Localité / Ville : LE HAVRE	Pays : France
Téléphone : 02.32.73.35.19	Télécopieur : 02.32.73.44.18
Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) : cellule.marchespublics@ch-havre.fr	SIRET : 267 601 714 000 12

3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet de confier l'exploitation des sites et installations suivantes :

➤ **Centre Hospitalier Intercommunal du Pays des Hautes Falaise**

N°	Site	Type de marché	Nature du combustible
1	Centre Hospitalier / Clinique	MTI	Gaz Naturel / Propane (secours)
2	Pôle logistique	MTI	Gaz Naturel
3	Centre de Gériatrie Yvon Lamour	MTI	Gaz Naturel / Propane (secours)
4	EHPAD Shamrock	MTI	Gaz Naturel
5	EHPAD Bois Martel	MTI	Gaz Naturel
6	EHPAD Moulins au Roy	MTI	Gaz Naturel
7	CSAPA	CP	Gaz Naturel
8	IFSI	PF	Alimenté par site géré par la Ville Fécamp

➤ **Centre Hospitalier de PONT AUDEMER**

N°	Site	Type de marché	Nature du combustible
1	Centre Hospitalier	PF	Gaz Naturel

➤ **EHPAD de BEUZEVILLE**

N°	Site	Type de marché	Nature du combustible
2	EHPAD	PF	Gaz Naturel

se décomposant :

- Production de chauffage et d'eau chaude sanitaire,
- Prestations annexes :
 1. pour le chauffage distribution et émission (y compris les réseaux enterrés),
 2. pour l'ECS la distribution y compris les réseaux enterrés et les points de puisage (robinets, mitigeurs...)
 3. l'extraction, ventilation, aérothermes, VMC, CTA y compris les gaines,
 4. les filtres, appareils individuels de production d'ECS y compris les cumulus électrique etc.
 5. la Gestion Technique du Bâtiment,
 6. la Climatisation et Process Cuisine,
 7. les stockages de combustible, les poste de livraisons y compris la distribution,
 8. Traitement d'eau (réseau de chauffage et ECS),
 9. Installation vapeur.

Les renseignements et éléments nécessaires aux soumissionnaires pour répondre à cette consultation sont indiqués ci-après.

3.2 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale	
50721000-5	Mise en état d'exploitation d'installations de chauffage
Classifications complémentaires	
09123000-7	Gaz naturel
50531100-7	Services de réparation et d'entretien de chaudières
45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
71700000-5	Services de surveillance et de contrôle.

3.3 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'une procédure avec négociation, en application des articles des articles L. 2124-3 et R. 2124-3 du code de la commande publique.

3.4 Forme du marché

Le marché est un marché global de performance en application de l'article L. 2171-3 du code de la commande publique.

3.5 Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne les établissements du groupement hospitalier de territoire suivants :

- le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp) ;
- le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer) ;
- l'EHPAD de Beuzeville.

Cependant, le périmètre de la prestation pourrait être étendu par voie d'avenant à un des établissements partie ou à l'ensemble du GHT si de nouveaux besoins apparaissaient en cours de marché.

Lieux d'exécution : Les établissements de santé sont composés de nombreux sites. Le marché dans son ensemble peut être exécuté dans différents services.

3.6 Décomposition

3.7.1 Allotissement

Le présent marché est décomposé en 3 lots :

- Lot n°1 : Centre Hospitalier Intercommunal du Pays des Hautes Falaises
- Lot n°2 : Centre Hospitalier de Pont-Audemer
- Lot n°3 : EHPAD de Beuzeville

Les lots seront attribués séparément.

3.7.2 Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles.

3.7 Option

Il n'est pas prévu d'option.

3.8 Variante

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation.

Les candidats peuvent également proposer **UNE SEULE** variante, pour le lot n°1, conformément aux articles R. 2151-8 et suivants du Code de la commande publique, portant sur :

- des solutions économes en énergie (performance énergétique) supplémentaires à celles demandées dans le marché de base et/ou éligibles aux Certificats d'Économies d'Énergie (CEE), de diminuer les coûts (notamment logistiques),
- des solutions d'énergies alternatives.

Si le candidat propose une variante, il doit impérativement fournir l'ensemble des pièces (plans, croquis, descriptifs) permettant de juger de la qualité et de la faisabilité de celle-ci. Il doit en justifier l'intérêt, et le montant doit être parfaitement identifié.

La proposition de variante fera l'objet d'un acte d'engagement distinct de l'acte d'engagement de l'offre de base.

3.9 Visites préalables des sites obligatoires

Connaissance des lieux : les entreprises candidates doivent se rendre sur place pour apprécier l'importance des prestations à réaliser ainsi que la disposition des lieux et de toutes sujétions d'exécution que peut comporter le marché envisagé.

En aucun cas, elles ne peuvent invoquer la méconnaissance des sites et des détails à réaliser pour justifier une erreur ou une omission dans leur proposition de prix.

La visite d'un panel représentatif des installations, objet du présent marché, par les candidats, préalablement au dépôt de leur pli, est obligatoire.

Le candidat devra se rendre compte de l'état des lieux et des équipements, des possibilités d'accès, des difficultés éventuelles d'exécution des prestations et, en général, des sujétions locales à prendre en considération pour la réalisation des prestations objet du marché.

Les candidats pourront effectuer cette visite sur une ½ journée, et devront ainsi contacter les Directeurs techniques des Hôpitaux suivants :

- Lot 1 : Centre Hospitalier Intercommunal du Pays des Hautes Falaise : M. Frédéric GOULEY - 02.35.10.91.00
- Lot 2 : Centre Hospitalier de PONT AUDEMER : M. Christophe MARTIN – 02.32.41.64.64
- Lot 3 : EHPAD de BEUZEVLLE : M. Christophe MARTIN – 02.32.41.64.64

Les candidats devront apporter, le jour de la visite, le certificat de visite joint au présent dossier de consultation, complété. Ce document sera signé, le jour-même, par le représentant du CH concerné chargé de la visite : l'original sera remis au candidat, et une copie sera conservée par le GHT afin d'attester de la visite du site par le candidat.

Article 4 DURÉE DU MARCHÉ

Le marché global de performance envisagé prendra effet à compter du 01/09/2021 et pour une période de 8 ans, soit jusqu'au 31/08/2029.

Article 5 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

5.1 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- 1) L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Le Bordereau des Prix Mixtes
 - Annexe 2 : Le plan de renouvellement des installations thermiques
 - Annexe 3 : L'acte de sous-traitance (le cas échéant)
 - Annexe 4 : Désignation des co-traitants (DC4).
- 2) Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes mis à disposition après l'admission des candidatures :
 - Annexe 1 : Liste matériels

- Annexe 2 : Historique des consommations
 - Annexe 3 : Température à assurer
- 3) Le certificat de visites des installations
 - 4) Le règlement de consultation (RC) et son annexe « Références » à compléter,
 - 5) Les formulaires relatifs à la candidature
 - la lettre de candidature (DC1),
 - la déclaration du candidat (DC2),

Le dossier de consultation des entreprises est mis à disposition gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>
Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique n'est autorisée.

5.2 Demande de renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements ou documents complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront **impérativement** formuler leur demande par écrit, **sur le site** <https://www.marches-publics.gouv.fr> au plus tard sept jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, sur cette même plate-forme de dématérialisation au plus tard cinq jours après le dépôt de la question.

5.3 Modification du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard sept jours avant la date limite de réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 6 PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1 Condition de participation des candidats

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L. 2113-12 et suivants et par les articles R. 2113-7 et suivant du Code de la commande publique.

▣ Sous-traitance pour les prestations de service :

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

Lorsque la désignation des sous-traitants intervient en cours de marché, l'acte spécial précise tous les de l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- la personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer.

▣ Groupement d'entreprise :

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

6.2 Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

6.2.1 Pièces de la candidature tels que prévus aux articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141 et L. 2341 du Code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- le cas échéant, une autorisation ou preuve de l'appartenance à une organisation spécifique permettant de répondre aux stipulations du marché ;
- une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné dans le Code de la commande publique ;
- la preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou un document équivalent.

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- une copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire ;
- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures objet du marché.

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article R. 2142-13 et R. 2142-14 du Code de la commande publique :

- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat ainsi que l'importance du personnel d'encadrement au cours des trois dernières années ;
- une déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de ses prestations ;
- les principales références datant de moins de 3 ans relatives à des prestations similaires (nature, montants, dates et pouvoirs adjudicateurs), et / ou qualifications professionnelles. La preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats de qualifications professionnelles, des certificats de qualité, des certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations attestant de sa compétence à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate ;
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat et/ou des cadres de l'Entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En application des dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen en lieu et place des documents mentionnés ci-dessus. Le candidat devra néanmoins fournir toutes les informations et justificatifs demandés ci-dessus permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

Il est précisé que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit conformément aux dispositions des articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du Code précité.

6.2.2 Autres pièces de la candidature à produire

L'annexe au règlement de consultation intitulée « Références récentes pour des opérations similaires » : Ce document est à remettre lors du dépôt de la candidature et permet une analyse uniforme des critères de sélection des candidatures.

NOTA :

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de cinq jours.

6.2.3 Pièces de l'offre

Les candidats devront fournir un projet de marché comprenant :

1. L'acte d'engagement (ATTRI1) par lot, conforme au modèle joint dans le dossier **auquel doit être annexé le bordereau de prix** dûment complétés et signés par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du marché (cadre de réponse obligatoire) ;
2. Une délégation de pouvoir si nécessaire ;
3. Le plan de renouvellement, à compléter, détailler et chiffrer (cadre de réponse obligatoire) ;
4. L'acte de sous-traitance le cas échéant, la désignation des cotraitants le cas échéant ;
5. Le **certificat de visite** des installations ;
6. **Le mémoire technique** détaillant toutes les mesures prises par le candidat pour satisfaire aux exigences du présent marché. Afin de juger de la valeur technique des offres, les candidats devront fournir a minima des éléments suivants :
 - les moyens humains et matériels ainsi que la méthodologie que le candidat compte mettre en œuvre pour l'exécution du présent marché, le respect des délais, et l'exécution des dépannages :
 - Présentation du personnel d'intervention, avec la mention des qualifications de chaque personne (chauffagiste, électricien,) ; le nombre de personnes affectées en permanence pour l'exécution de la prestation,
 - Moyens en matériel mis à disposition (équipement des techniciens et stock éventuel),
 - Organisation technique et logistique de l'Entreprise, conditions d'astreinte, organisation des interventions programmées, non programmées et en astreinte, afin de garantir les délais d'intervention -, fréquence des opérations d'entretien,
 - Méthodologie du relationnel client (compréhension du relationnel client/entreprise, analyse des raisons d'insatisfaction du client, adoption des comportements favorables à l'échange, proposition des solutions adéquats...
 - Qualité des supports remis pour le suivi :
 - Fournir un exemple de rapport d'audit de prise en charge des installations
 - Fournir un exemple de livret de chaufferie.
 - Fournir un exemple de compte rendu technique et financier.
 - Fournir un exemple de livret sanitaire
 - Cohérence et justification des prestations P2 :
 - Cohérence et justification du nombre d'heures du poste P2 au regard de la décomposition du coût par élément de mission
 - Cohérence et justification des prestations P2 proposées,
 - Cohérence et justification du taux horaireCes justifications s'apprécieront au regard de la méthode de calcul faite par le candidat.
 - Moyens mis en œuvre pour la traçabilité et le respect des températures contractuelles
 - Méthodologie pour le suivi de la qualité de l'eau et de la bonne distribution des fluides, y compris l'équilibrage des installations
 - Cohérence du renouvellement des prestations P3 concernant les installations thermiques (quantité et qualité) -
Détail des travaux effectués par site
7. **Le mémoire technique de performance énergétique** détaillant les éléments suivants :
 - Méthodologie et démarche CEE appliquées par le candidat, nombre de CEE que le candidat s'engage à obtenir
 - Cohérence des travaux de performances énergétiques. Justification des réductions de coûts de fonctionnement, avec estimation et justification des gains sur les solutions proposées
 - Justification et cohérence de l'engagement de consommation (NB) : Cette justification s'appréciera au regard de la méthode de calcul du NB faite par le candidat. La valeur du NB devra être justifiée et cohérente par rapport à l'ensemble de l'offre notamment au niveau du plan de renouvellement

NOTA :

Il est rappelé aux candidats que toutes les pièces transmises doivent permettre au pouvoir adjudicateur de procéder à un classement éclairé des offres en fonction des critères d'attribution retenus.

Les mémoires techniques demandés ci-dessus seront rendus contractuels à la notification du marché.

6.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 7 DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE

Le GHT de l'Estuaire de la Seine a recours à la procédure avec négociation. Celle-ci se déroulera de la manière suivante :

Phase 1 : Appel à candidature

Suite à l'avis d'appel à candidature à la concurrence, les entreprises intéressées déposent un dossier de candidature. Le nombre de candidats admis à participer n'est pas limité par le pouvoir adjudicateur. Dès lors que la candidature obtient une pondération de 50 / 100 en fonction des critères de capacité professionnelle, financière énoncé à l'article 10, elle est admise pour la phase 2.

Phase 2 : Remise des offres.

Les candidats admis recevront simultanément une invitation à soumissionner afin de remettre leurs offres initiales.

Les courriers seront transmis courant mai 2021.

La date de remise des offres initiales pourrait être prévu pour le lundi 30 juin 2021 12 heures.

Dans ce temps de consultation, les candidats devront impérativement **effectuer la visite** d'un panel des installations. L'offre initiale comprendra les pièces requises à l'article 6.2.2 du présent règlement de consultation.

Le candidat fournira IMPÉRATIVEMENT sous format EXCEL les annexes financières à l'acte d'engagement. Le candidat fournira également sous format PDF et WORD le mémoire technique.

A l'issue d'une première analyse des offres les candidats pourront être amené à négocier avec le GHT et son conseil. Les offres seront analysées selon les critères d'analyses énoncées au présent règlement de consultation.

Phase 3 : Négociation avec les candidats admis.

A l'issue de l'analyse des offres initiale, les candidats pourront être amené à négocier avec le GHT et son conseil. Les offres seront analysées selon les critères d'analyses énoncées au présent règlement de consultation.

La négociation sera organisée de la manière suivante :

Les candidats seront entendus une seule fois, dans les conditions strictes d'égalité, par le pouvoir adjudicateur et son conseil.

La durée de la réunion pour chacun des candidats est de deux heures. La réunion aura lieu au cours du mois de juillet 2021 (date indicative).

Un compte rendu sera établi à l'issu de la réunion pour chacun des candidats.

Le GHT pourra demander à chacun des candidats de compléter, de préciser voire de modifier son offre sans pour autant que lesdits compléments, précision ou modification entraîne un changement fondamental des solutions ou des propositions initiales du candidat.

Il est précisé que tous les aspects des solutions proposées par chacun des candidats pourront être discutés avec ces derniers.

Phase 4 : Clôture de la négociation avec les candidats retenus.

A l'issue de la négociation, le pouvoir adjudicateur informe par écrit tous les soumissionnaires dont les offres n'ont pas été éliminées de tous les changements apportés aux spécifications techniques ou aux autres documents de la consultation, à l'exception de ceux qui définissent les exigences minimales.

A la suite de ces changements, le pouvoir adjudicateur accorde 15 jours calendaires aux soumissionnaires pour leur permettre de modifier leurs offres ou pas et, le cas échéant, de les présenter à nouveau.

Le retour est attendu courant août 2021.

L'Acte d'Engagement et ses annexes :

- annexe n°1 : Bordereau des prix mixtes, à compléter (cadre de réponse obligatoire),
- annexe n°2 : plan de renouvellement, à compléter, détailler et chiffrer (cadre de réponse obligatoire),
- annexe n°3 : acte de sous-traitance,
- annexe n°4 : désignation des co-traitants.

Le candidat fournira IMPERATIVEMENT sous format EXCEL les annexes financières à l'acte d'engagement.

Le candidat fournira également sous format PDF et WORD le mémoire technique.

Les candidats non retenus en seront informés au courant du mois d'août 2021.

Article 8 CONDITION DE LA NÉGOCIATION

8.1 Principes directeurs de la négociation

Les points suivants ne pourront pas faire l'objet de discussion :

- Les avances
- Le délai de paiement

8.2 Prime versée aux candidats

Il n'est pas prévu de prime versée aux candidats

8.3 Durée date et lieux des réunions

La réunion de négociation avec chacun des candidats aura lieu au sein de l'Hôpital Monod de Montivilliers. L'emplacement exacte sera de la salle de réunion sera communiqué dans le courrier de convocation.

L'ordre de passage est fixé par ordre alphabétique de la raison social apparaissant dans les documents de candidature.

8.4 Abandon de la procédure

Le GHT informe les candidats qu'elle se réserve le droit de mettre fin à la consultation, à tout moment de la procédure, pour tout motif d'intérêt général.

Dans cette éventualité, aucune indemnisation ne pourra être allouée aux candidats.

Article 9 CONDITION D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

9.1 Date de remise des candidatures

La date de remise des offres est fixée au :

Lundi 10 mai 2021 à 12h dernier délai

Les candidats devront apporter une attention particulière au respect de la composition du dossier en fournissant l'ensemble des documents réclamés.

9.2 Date de remise des offres

La date de remise des offres est fixée au :

Jeudi 1^{er} juillet 2021 à 12h dernier délai

9.3 Transmission des candidatures et des offres

Les concurrents devront transmettre de façon électronique leurs candidatures et leurs offres sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

9.3.1 Transmission électronique

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT + 01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : "copie de sauvegarde".

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (.pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .ppt, .pub, .mdb, .docx, .xlsx, .pptx, Libre Office),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png),
- Internet : (exemple d'extension : .htm).

Les candidats sont invités à ne pas utiliser certains formats tels .exe, les macros ainsi qu'Open Office.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant l'envoi.

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

9.3.2 Transmission par voie matérialisée des copies de sauvegarde

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-ROM ou clef USB) ou sur support papier. Les cartes SD sont proscrites. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention suivante:

**Copie de sauvegarde :
EXPLOITATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES GHT
NOM DU CANDIDAT
« Ne pas ouvrir »**

Ce pli doit contenir les pièces administratives et les pièces relatives à la mise en concurrence, et devra être envoyé par courrier avec avis de réception, à l'adresse suivante :

GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE

Direction des achats, de l'hôtellerie et de la logistique – Cellule marchés publics

55 Bis Rue Gustave Flaubert - BP 2476 - 76 083 Le Havre

Celui qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées, ou remis sous enveloppe non cachetée, sera de fait non conforme ; il sera renvoyé à son auteur.

9.4 Signature

Pour tout document pour lequel une signature est exigée, cette dernière doit être originale ou électronique.

Quelle que soit la forme du dépôt (par voie papier ou par voie dématérialisée), cette dernière doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat :

- le représentant légal du candidat,
- ou bien toute personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal du candidat.

Article 10 ANALYSES DES CANDIDATURES

L'analyse des candidatures sera effectuée comme suit :

10.1 Niveau spécifique minimum des candidatures :

Le chiffre d'affaires global cumulé des trois derniers exercices disponibles pour l'ensemble du groupement ou pour le soumissionnaire en cas de candidature unique doit être supérieur ou égale à cinq millions d'Euros.

10.2 Critère de sélection des candidatures :

Après analyse des documents, le pouvoir adjudicateur sélectionne les candidats en tenant compte des critères pondérés suivants :

Définition	Pondération (en %)
Capacité financière	40%
Capacité professionnelle	60%

1) Critère capacité financière

Le chiffre d'affaires annuel moyen des trois derniers exercices concernant des prestations de même nature ou de nature similaire que les prestations faisant l'objet du présent marché pour le candidat unique ou l'ensemble du groupement de commande est noté comme suit.

Chiffre d'affaires	Nombre de point
CA < 5.000.000 €	1
5.000.000 € < CA < 10.000.000 €	3
10.000.000 € < CA < 20.000.000 €	6
CA < 20.000.000 €	9

La note obtenue entera à 40% dans le calcul de la note finale.

2) Critère capacité professionnel

Sous critère numéro 1 : Effectifs

Effectif	Nombre de point
Effectifs < 50	1
50 <Effectifs< 500	3
500 <Effectifs < 1000	6
Effectifs <1000	9

Ce sous critère représente 20% de la capacité professionnel

Sous critère numéro 2 : Référence et compétences

Le candidat sera évalué su l'importance des projets similaire réalisés à l'objet du marché, pour les organismes public ou privé, en cours d'exécution ou exécuté au cours des trois dernières années. On entend par projet similaire la mise en place de Contrat de Performance Energétique sur des communes.

Le Sous critère représente 60 % de la capacité professionnelle.

Sous critère numéro 3 : Certification

Ce sous critère est noté sur les preuves apporté par les candidats sur les certifications délivrées par les organismes professionnels de certification.

Le Sous critère représente 20 % de la capacité professionnelle.

11.1 Précision des offres ou demande de documents complémentaires

Le pouvoir adjudicateur pourra demander aux candidats de préciser leur offre ou de fournir des documents complémentaires pour l'analyse. Ceux-ci auront alors au maximum sept jours afin de répondre par écrit aux questions posées.

11.2 Critères et pondération

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6 à R. 2152-12 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères et sous-critères définis ci-après, pondérés de la manière suivante :

Critères de jugement des offres – Lot 1

Critère :	Prix des prestations et cohérence des prix P1 – P2 – P3	50 %
-----------	---	------

Critère :	Valeur technique de l'offre		30 %
Sous-critères :	1	Présentation du personnel d'intervention - Organisations techniques et logistiques - Organisation des interventions programmées, non programmées et en astreinte - fréquence des opérations d'entretien - Méthodologie du relationnel client (compréhension du relationnel client/entreprise, analyse des raisons d'insatisfaction du client, adoption des comportements favorables à l'échange, proposition des solutions adéquats...)	1,5 Points
	2	Qualité des supports de documents de suivi : Rapport de prise en charge, Livret de chaufferie, Rapport d'exploitation Audit de démarrage légionnelle	1,5 Points
	3	Cohérence et justification des prestations P2	2 Points
	4	Moyens mis en œuvre pour la traçabilité et le respect des températures contractuelles	1.5 Points
	5	Méthodologie pour le suivi de la qualité de l'eau et de la bonne distribution des fluides, y compris l'équilibrage des installations	1.5 Points
	6	Cohérence du renouvellement des prestations P3 concernant les installations thermiques (quantité et qualité) - Détail des travaux effectués par site	2 Points

Critère :	Valeur de la performance énergétique de l'offre		20 %
Sous-critères :	1	Méthodologie et démarche CEE appliquées par le candidat, nombre de CEE que le candidat s'engage à obtenir	2 Points
	2	Cohérence des travaux de performances énergétiques. Justification des réductions de coûts de fonctionnement, avec estimation et justification des gains sur les solutions proposées	4 Points
	3	Justification et cohérence de l'engagement de consommation (NB) : Cette justification s'appréciera au regard de la méthode de calcul du NB faite par le candidat. La valeur du NB devra être justifiée et cohérente par rapport à l'ensemble de l'offre notamment au niveau du plan de renouvellement	4 Points

Critères de jugement des offres – Lot 2 et 3

Critère :	Prix des prestations et cohérence des prix P2 – P3	50 %
-----------	--	------

Critère :	Valeur technique de l'offre		40 %
Sous-critères :	1	Présentation du personnel d'intervention - Organisations techniques et logistiques - Organisation des interventions programmées, non programmées et en astreinte - fréquence des opérations d'entretien - Méthodologie du relationnel client (compréhension du relationnel client/entreprise, analyse des raisons d'insatisfaction du client, adoption des comportements favorables à l'échange, proposition des solutions adéquats...)	1,5 Points
	2	Qualité des supports de documents de suivi : Rapport de prise en charge, Livret de chaufferie, Rapport d'exploitation Audit de démarrage légionnelle	1,5 Points
	3	Cohérence et justification des prestations P2	2 Points
	4	Moyens mis en œuvre pour la traçabilité et le respect des températures contractuelles	1.5 Points
	5	Méthodologie pour le suivi de la qualité de l'eau et de la bonne distribution des fluides, y compris l'équilibrage des installations	1.5 Points
	6	Cohérence du renouvellement des prestations P3 concernant les installations thermiques (quantité et qualité) - Détail des travaux effectués par site	2 Points

Critère :	Valeur de la performance énergétique de l'offre		10 %
Sous-critères :	1	Méthodologie et démarche CEE appliquées par le candidat, nombre de CEE que le candidat s'engage à obtenir	5 Points
	2	Cohérence des travaux de performances énergétiques. Justification des réductions de coûts de fonctionnement, avec estimation et justification des gains sur les solutions proposées	5 Points

Notation du critère prix :

Les notes des différents candidats seront attribuées en fonction de l'offre du moins disant. Celui-ci obtiendra la note maximale sur le critère prix (10 points * coefficient 5). La note des autres candidats sera déterminée par application de la formule suivante :

Le critère prix sera jugé selon le prix hors taxe du marché de base

$$\frac{\text{Montant de l'offre la plus basse}}{\text{Montant de l'offre du candidat noté}} \times \text{Nombre de points}$$

Notation critères valeur technique :

L'échelle de notation appliquée pour chacun des sous-critères de la valeur technique est la suivante :

0 %	Absent	Renseignements non fournis
25 %	Insuffisant	Renseignements imprécis ou incomplets
50 %	Moyen	Renseignements moyens
75 %	Satisfaisant	Renseignements fournis et adaptés aux besoins
100 %	Très satisfaisant	Renseignements fournis, adaptés aux besoins, complets et explicites ou allant au-delà des attentes du CCP

Pour chacun des candidats, les notes pondérées obtenues au regard des différents critères seront additionnées.

Le candidat retenu produira ses certificats fiscaux et sociaux par mail, selon la demande faite par le Pouvoir adjudicateur.

La même demande sera alors faite au candidat suivant dans le classement des offres, qui sera déclaré attributaire du marché sous réserve que lui-même fournisse ces documents dans le même délai. (Et ainsi de suite, tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables).

L'analyse des offres de base et des variantes seront jugées en une seule fois sur la base des mêmes critères et selon les mêmes modalités, définis dans le présent règlement de consultation.

Une fois le choix de la (des) prestation(s) supplémentaire(s) retenue(s), le classement correspondant à ce choix et, dans ce classement, retient l'offre économiquement la plus avantageuse.

En cas d'égalité de note entre les candidats, le pouvoir adjudicateur retiendra le critère coût global afin de départager les candidats.

11.3 Conditions de la négociation

11.3.1 Principes directeurs de la négociation

Les points suivants ne pourront pas faire l'objet de discussion :

- Les avances,
- Le délai de paiement.

11.3.2 Prime versée aux candidats

Il n'est pas prévu de prime versée aux candidats

11.3.3 Durée date et lieux des réunions

La réunion de négociation avec chacun des candidats aura lieu au sein de l'Hôpital Jacques Monod à Montivilliers. L'emplacement exacte sera de la salle de réunion sera communiqué dans le courrier de convocation.

L'ordre de passage est fixé par ordre alphabétique de la raison social apparaissant dans les documents de candidature.

11.3.4 Abandon de la procédure

Le GHT informe les candidats qu'elle se réserve le droit de mettre fin à la consultation, à tout moment de la procédure, pour tout motif d'intérêt général.

Dans cette éventualité, aucune indemnisation ne pourra être allouée aux candidats.

11.3.5 Abandon de la négociation

Conformément à l'article R. 2161-17 du code de la commande publique, le GHT informe les candidats qu'elle se réserve le droit de ne pas procéder à une négociation.

11.4 Attribution du marché

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique.

Le candidat disposera d'un délai maximum de 7 jours francs à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur (courrier, mail, fax), pour produire ses documents.

Ces documents sont à solliciter auprès des administrations concernées. Compte tenu des délais d'obtention de ces documents auprès de ces administrations, **les candidats devront impérativement les réclamer bien avant la date de remise des plis afin d'être en mesure de les produire dans le délai imparti.**

11.5 Information des candidats non retenus

Dès que le choix est arrêté, les candidats dont l'offre n'a pas été retenue sont informés par le pouvoir adjudicateur selon les articles R. 2181 et suivant du Code de la commande publique.

Le candidat non retenu peut obtenir les motifs du rejet de sa candidature ou de son offre s'il en fait la demande par écrit au pouvoir adjudicateur, qui apportera une réponse dans les quinze jours à compter de la réception de cette demande.

Avant toute action contentieuse, le candidat peut adresser un recours gracieux au pouvoir adjudicateur. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois vaut décision de rejet. Une requête contentieuse contre cette décision implicite de rejet peut être adressée au Tribunal administratif de Rouen.

Le candidat dispose d'un délai de 2 mois pour contester la décision du pouvoir adjudicateur, conformément aux articles R. 421-1 à 421-7 du Code de justice administrative.

Article 12 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

12.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché sera financé sur fonds propres et les dépenses seront affectées aux budgets d'exploitation **et** d'investissement des établissements membres du groupement hospitalier de territoire de l'Estuaire de la Seine.

Chaque établissement membre du GHT, dans le cadre de l'exécution du marché, sera facturé conformément aux clauses du présent dossier de consultation, et procèdera pour ce qui le concerne au règlement du service fait.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

12.2 Avances

Des avances pourront être versées au titulaire dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

12.3 Délai global de paiement

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai **de 50 jours** à

compter de la réception de la demande de paiement par l'établissement de santé concerné. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire.

Article 13 DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en euro (€). Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance devra comprendre une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n° du ayant pour objet
Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.
Mes demandes de paiement seront libellées en euro(s) et adressées à l'entrepreneur principal; leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Toutes les correspondances que je pourrai adresser seront rédigées en français. »*

Article 14 LITIGES

14.1 Juridiction compétente

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

14.2 Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr

☎ 02 32 08 12 70 Fax : 02 32 08 12 71

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr

☎ 02 32 08 12 70 Fax : 02 32 08 12 71

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 07/04/2021